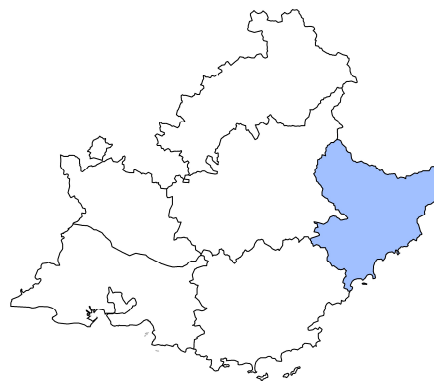


Les éclairages conjoncturels départementaux

La situation conjoncturelle au 1^{er} trimestre 2026 dans les Alpes-Maritimes



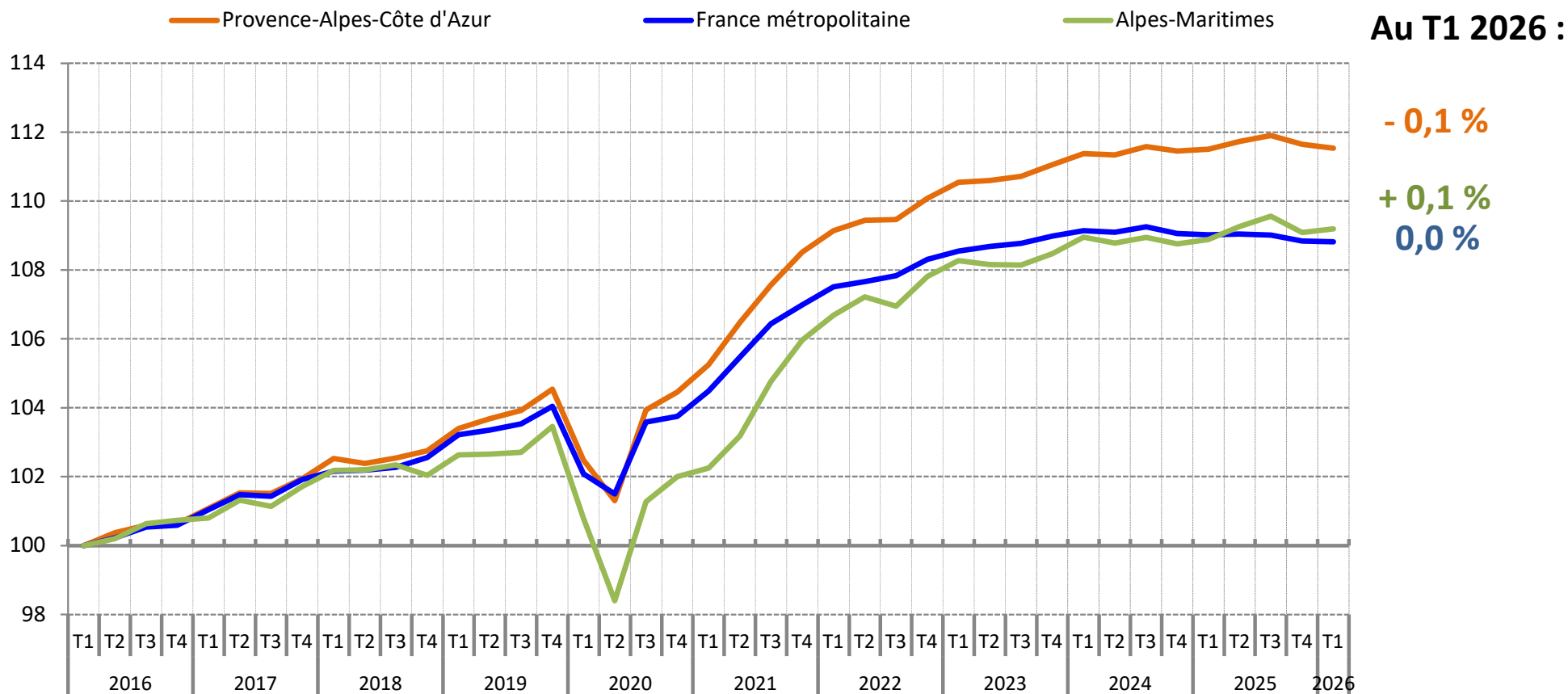
Crédit photo : © Shutterstock

Services études, statistiques, évaluation

Après un vif recul fin 2025, l'emploi salarié repart légèrement à la hausse au 1^{er} trimestre 2026

Evolution de l'emploi salarié dans les Alpes-Maritimes

(en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2016)



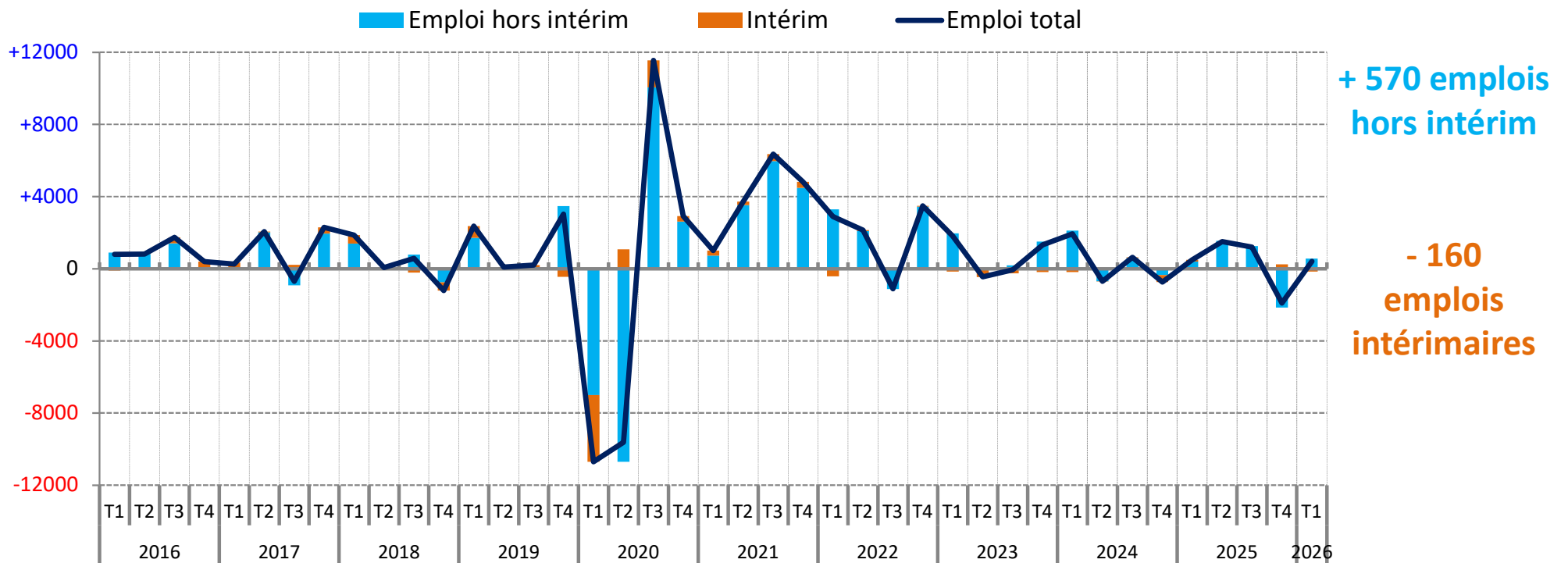
Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Une progression tirée uniquement par l'emploi hors intérim...

Contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim à l'évolution de l'emploi salarié, dans les Alpes-Maritimes
(en nombre)

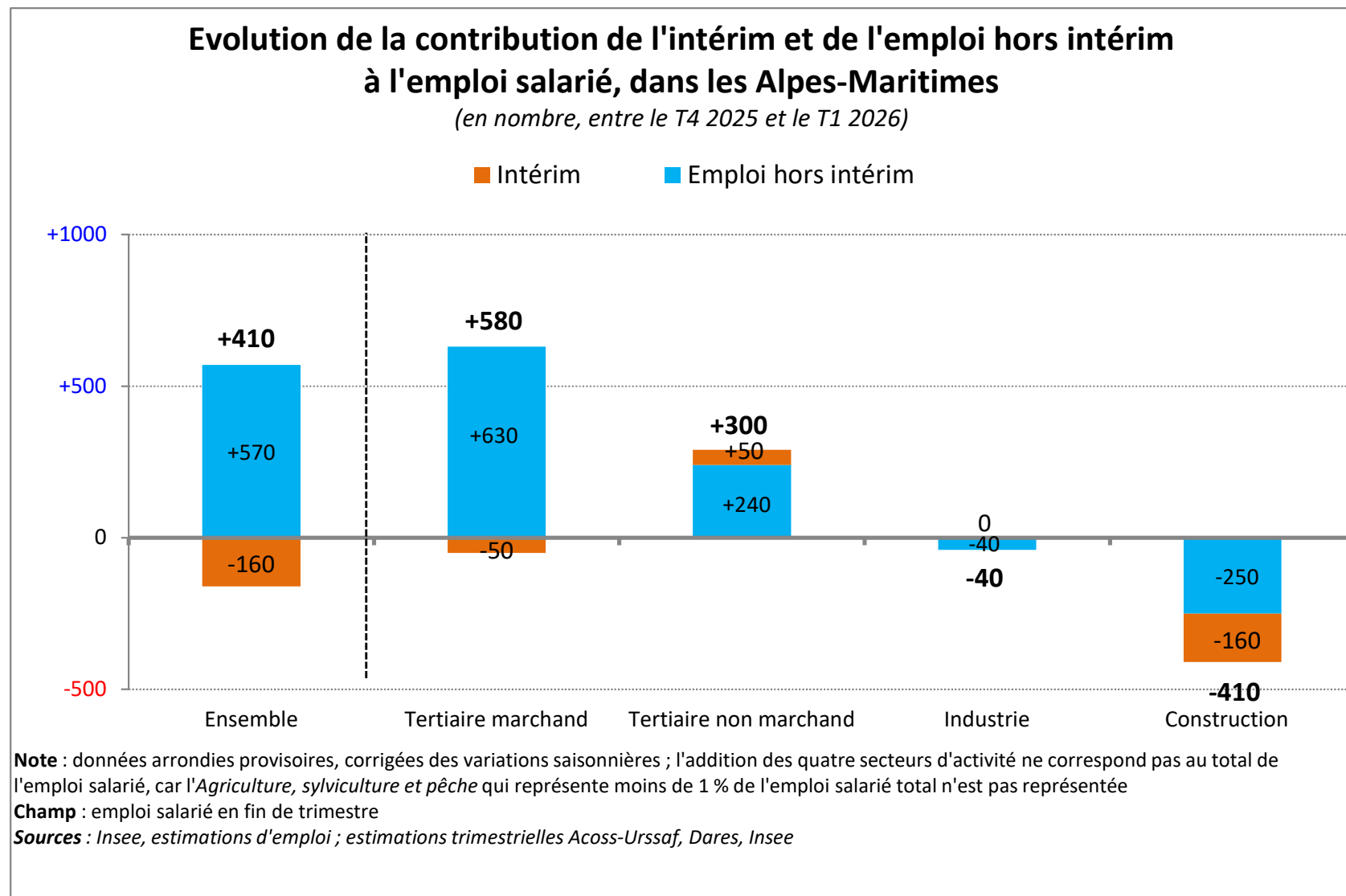


Note : données provisoires , corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

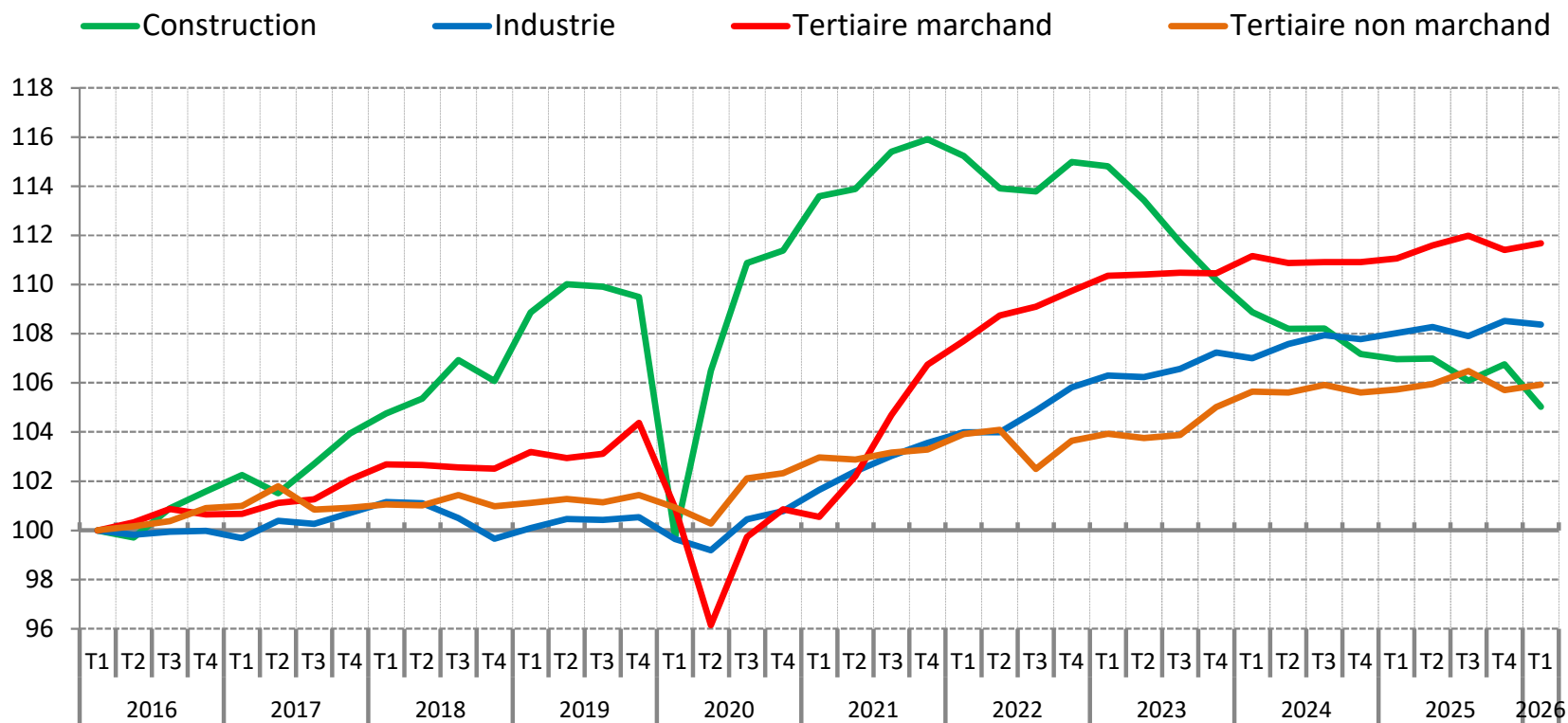
... dans le secteur tertiaire



Faibles hausses dans le secteur tertiaire ; quasi-stabilité dans l'industrie ; forte baisse dans la construction

Evolution de l'emploi salarié par secteur d'activité y compris intérim, dans les Alpes-Maritimes

(en indice base 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Sur un an, une croissance de l'emploi salarié peu dynamique

Emploi salarié par secteur d'activité y compris intérim, dans les Alpes-Maritimes

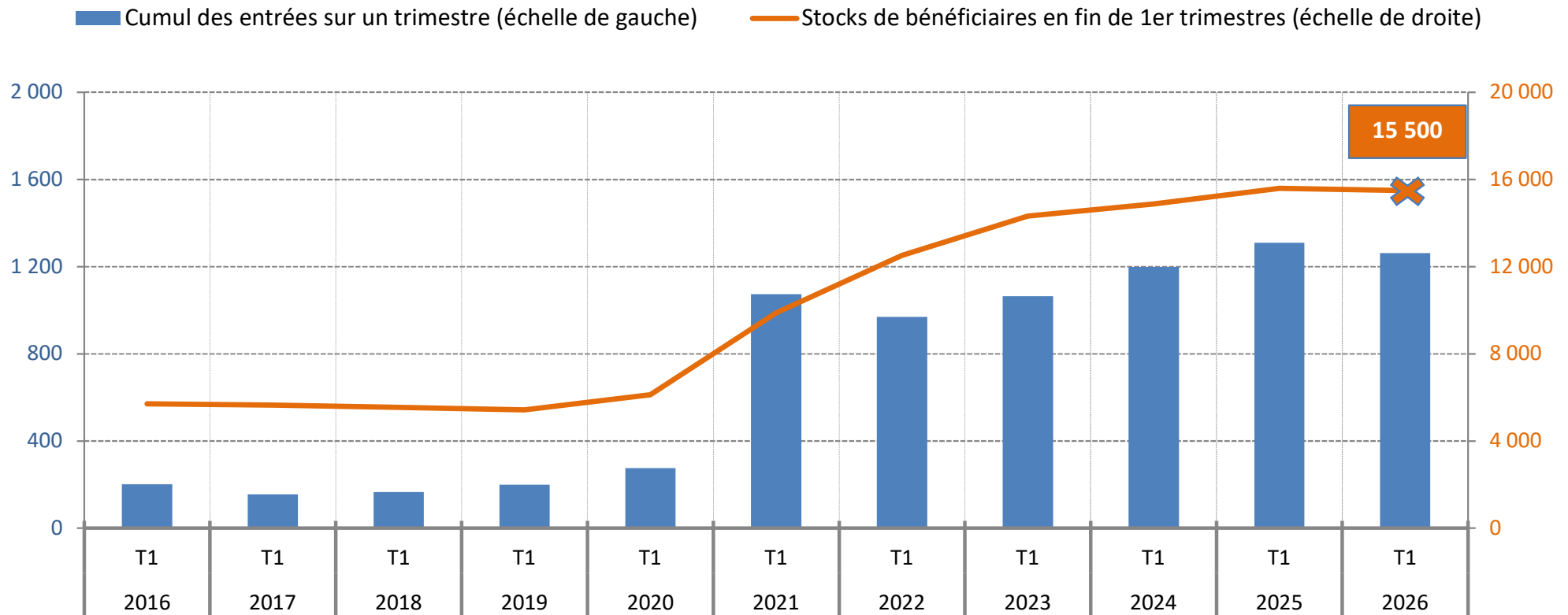
	Emploi salarié y compris intérim (en nombre)			Variation (en %)	
	2026T1	2025T4	2025T1	trimestrielle	annuelle
Agriculture, sylviculture et pêche	1 018	1 027	996	-0,8	+2,2
Industrie	32 934	32 978	32 830	-0,1	+0,3
Construction	25 352	25 767	25 820	-1,6	-1,8
Tertiaire marchand	240 256	239 674	238 944	+0,2	+0,5
Tertiaire non marchand	138 971	138 674	138 712	+0,2	+0,2
Ensemble	438 531	438 120	437 301	+0,1	+0,3

Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières ; pour l'agriculture, les données de la source MSA étant livrées avec retard, l'Insee réalise une estimation en exploitant directement les déclarations administratives (DSN) depuis le 1^{er} trimestre de 2018

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee

Sur un an, baisse du nombre d'entrées et de bénéficiaires de contrat d'apprentissage

Contrats d'apprentissage commencés dans le trimestre et en cours au 31 mars de chaque année, dans les Alpes-Maritimes (données brutes, en nombre)



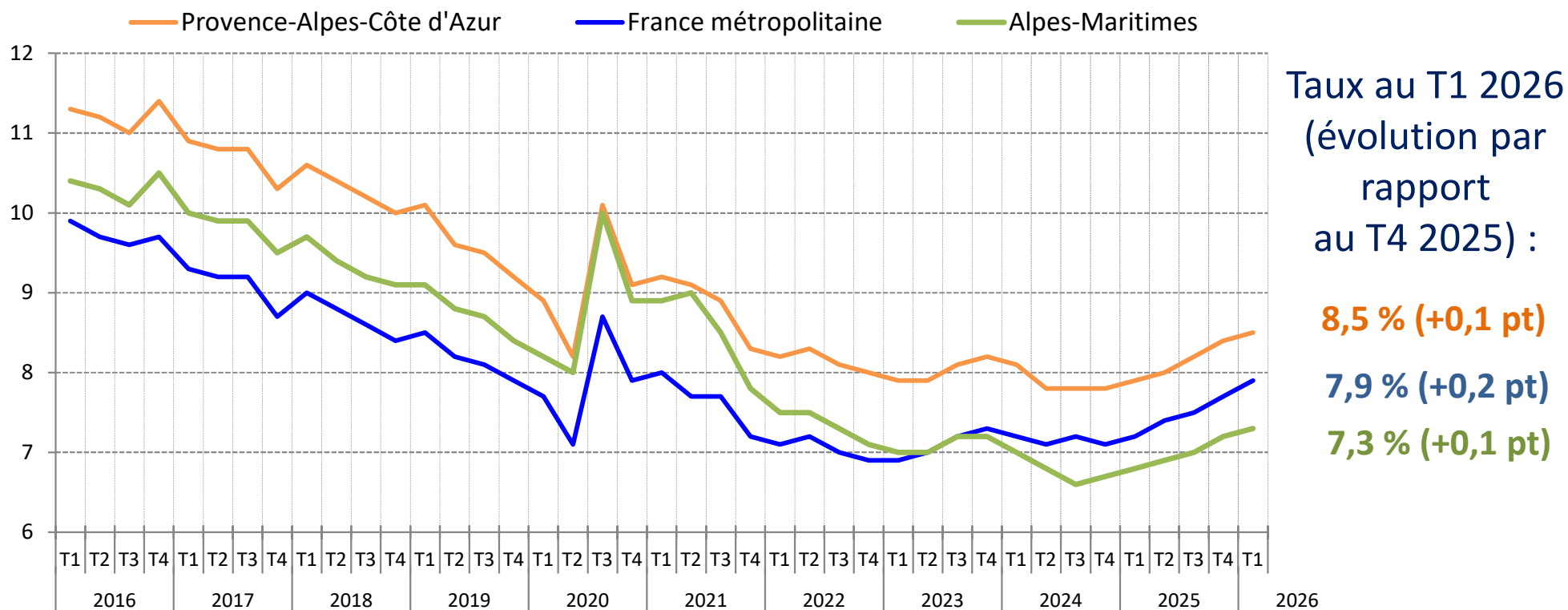
Note : données provisoires

Lecture : 1 300 contrats d'apprentissage ont commencé entre janvier et mars 2026 dans les Alpes-Maritimes. Fin mars 2026, le département compte 15 500 bénéficiaires de contrats d'apprentissage.

Source : Dares, Système d'information sur l'apprentissage

La remontée progressive du taux de chômage se poursuit

Taux de chômage dans les Alpes-Maritimes (en %)

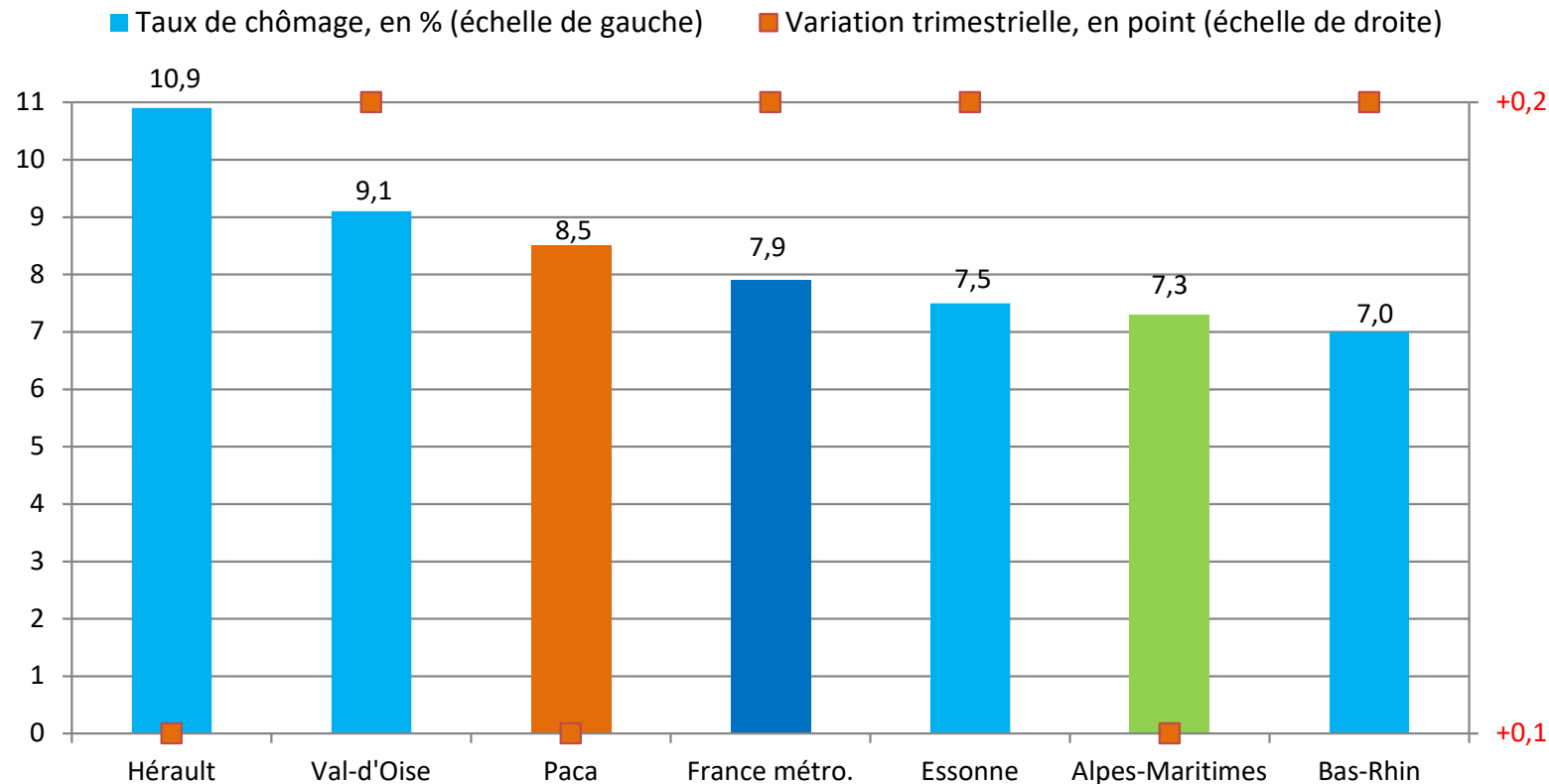


Note : données trimestrielles provisoires, corrigées des variations saisonnières ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et localisés (régional et départementaux)

Un taux qui demeure en-dessous de celui de la plupart des départements comparables

Taux de chômage localisés dans les départements comparables* au T1 2026



* Pour évaluer la comparabilité avec les Alpes-Maritimes, les critères retenus sont le nombre total d'emplois (salariés et non salariés) du département, ainsi que le poids du tertiaire marchand dans l'emploi total

Note : données trimestrielles provisoires, corrigées des variations saisonnières ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, *taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisés (régional et départementaux)*

Demande d'emploi - avertissement : mise en place de la loi pour le plein emploi depuis 2025

Comme le prévoit la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, **depuis janvier 2025, de nouveaux publics sont systématiquement inscrits à France Travail :**

- **les demandeurs et bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active) ;**
- **les jeunes en recherche d'emploi** suivis par les missions locales en CEJ (Contrat d'engagement jeune), Pacea (Parcours contractuelisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) ou AIJ (Accompagnement intensif des jeunes) ;
- **les personnes en situation de handicap** suivies par Cap emploi.

Selon leurs situations socioprofessionnelles, ces publics sont orientés vers différents parcours d'accompagnement. L'orientation des personnes bénéficiant déjà du RSA avant la mise en place de la réforme étant progressive à partir du 1^{er} janvier 2025, la montée en charge statistique l'est aussi.

Pour prendre en compte les situations de ces nouveaux publics, **deux nouvelles catégories statistiques sont créées, selon les recommandations du Cnis : la catégorie F pour les personnes orientées en parcours social et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.**

Cette phase de transition devrait durer deux ans en France métropolitaine. **Afin d'appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail pendant cette période, la Dares a mis à disposition, aux niveaux national et régional seulement, des indicateurs complémentaires hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes « en parcours » (CEJ, Pacea et AIJ).** Ces séries, dites « contrefactuelles » ne sont pas disponibles au niveau départemental. **Entre 2025 et 2027, il n'est donc plus possible de réaliser des analyses conjoncturelles de la demande d'emploi au niveau départemental.**

Néanmoins, un chiffrage du nombre total d'inscrits, comprenant ces nouveaux publics, a été réalisé par la Dares et permet de situer chaque département au sein de la région. C'est ce qui est présenté dans la diapositive suivante.

Au 1^{er} trimestre 2026, la baisse trimestrielle de la demande d'emploi y compris nouveaux publics est proche du niveau régional

Demandeurs d'emploi inscrits en moyenne sur le trimestre à France Travail en catégories A, B, C

	Demandeurs d'emploi catégories A, B, C (en nombre)			Variations (en %)	
	T1 2026	T4 2025	T1 2025	Trimestrielles	Annuelles
Alpes-de-Haute-Provence	15 420	15 550	15 640	-0,8	-1,4
Hautes-Alpes	13 120	13 160	13 020	-0,3	+0,8
Alpes-Maritimes	95 700	96 330	94 790	-0,7	+1,0
Bouches-du-Rhône	190 980	192 920	199 430	-1,0	-4,2
Var	92 770	92 360	89 580	+0,4	+3,6
Vaucluse	62 540	63 060	63 290	-0,8	-1,2
Provence-Alpes-Côte d'Azur	470 520	473 380	475 750	-0,6	-1,1
<i>Hors BRSA et hors jeunes en parcours*</i>	391 670	396 030	390 450	-1,1	+0,3
France métropolitaine	5 451 300	5 461 370	5 433 370	-0,2	+0,3
<i>Hors BRSA et hors jeunes en parcours*</i>	4 429 700	4 470 200	4 416 800	-0,9	+0,3

Note : données en moyenne trimestrielle, arrondies, corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

*Inscrits hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes en CEJ, PACEA, AIJ

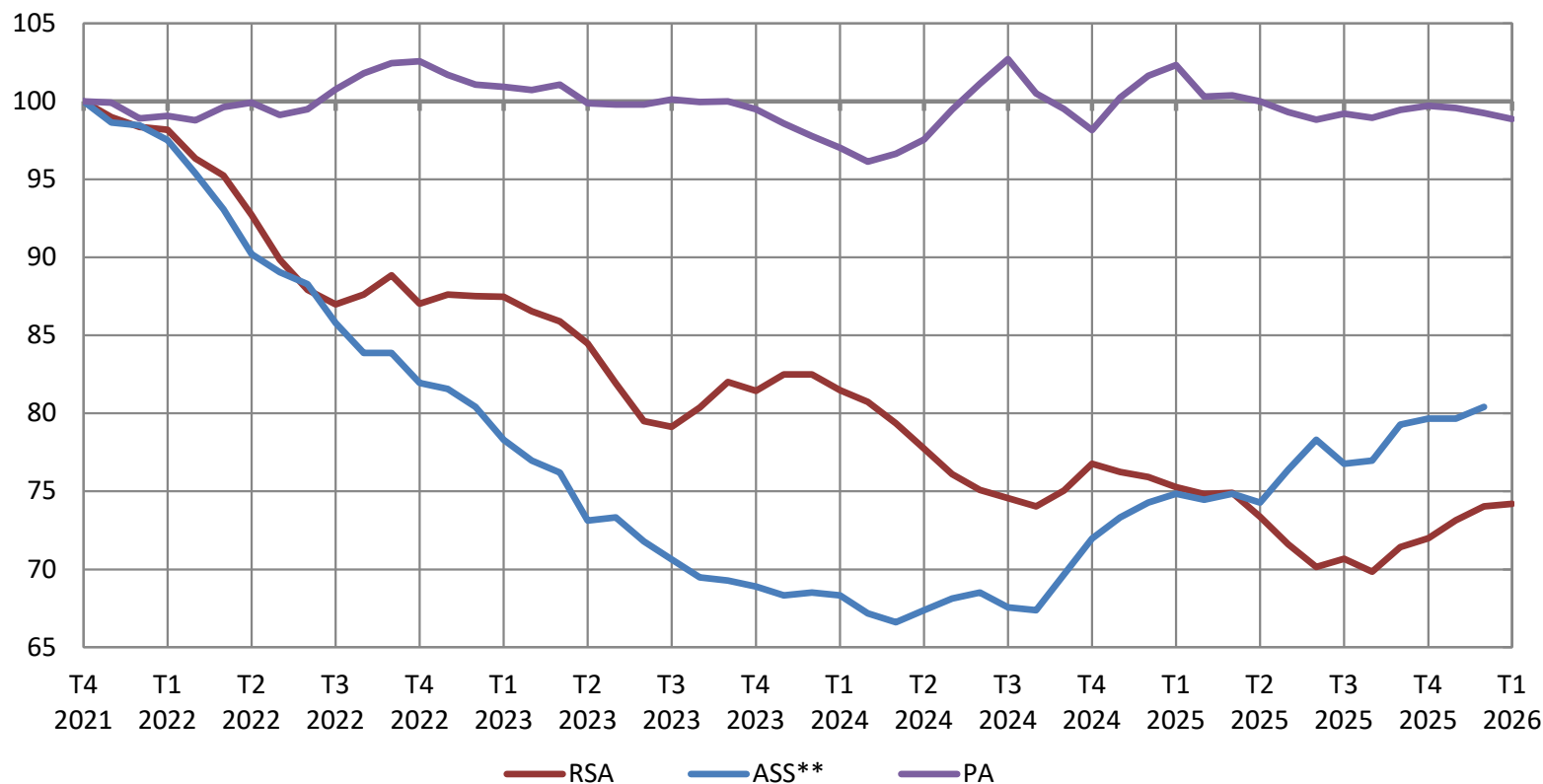
Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Avertissements :

- Les évolutions sont perturbées par des changements dans les règles d'actualisation subvenus au 1^{er} semestre 2025 et par l'entrée en vigueur en juin 2025 du décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations.
- Une estimation de l'impact de ces deux effets a été réalisée par la Dares au 1^{er} trimestre 2026 au niveau national : *in fine*, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C hors nouveaux publics (hors BRSA et hors jeunes en parcours) aurait diminué de -1,3 % en France entière sur un trimestre et de -0,2 % sur un an.
- Au niveau régional, seul l'impact trimestriel du décret relatif aux sanctions a été estimé par la Dares : comme au niveau national, la baisse aurait été également plus prononcée : -1,5 %.

Sur un an, baisse du nombre de foyers bénéficiaires du RSA, plus prononcée pour la PA, forte hausse de l'ASS

Evolution du nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales dans les Alpes-Maritimes
(données brutes, base 100 au T4 2021)



* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.

** Données à fin février

Note : données provisoires

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; France Travail, FNA - **Traitements :** Drees

Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA se replie, contrairement au niveau régional

9 Nombre de bénéficiaires* des principales prestations sociales à la fin du 1^{er} trimestre 2026 (données brutes)

	Revenu de solidarité active (RSA)		Allocation spécifique de solidarité (ASS)**		Prime d'activité (PA)	
	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)	Effectif (en nombre)	Évolution annuelle (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	4 160	-0,1	720	+10,7	12 390	+0,8
Hautes-Alpes	2 630	-2,0	370	-2,6	10 140	-1,8
Alpes-Maritimes	16 830	-1,1	4 190	+7,9	73 210	-2,1
Bouches-du-Rhône	73 630	+3,6	11 010	+11,7	157 530	-2,5
Var	31 380	-2,4	4 440	+14,3	80 480	+0,8
Vaucluse	11 000	-14,7	3 210	+8,3	46 180	-0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	139 630	+1,0	23 940	+11,1	379 930	-0,4
France métropolitaine	1 694 830	+3,2	272 340	+9,3	4 551 230	+0,9

* Pour le RSA et la PA, la notion de bénéficiaires renvoie à celle de foyer et non d'individu. Pour l'ASS, elle renvoie à l'individu qui perçoit l'allocation.

** Données à fin février 2026 ; l'évolution sur un an est calculée par rapport à fin février 2025

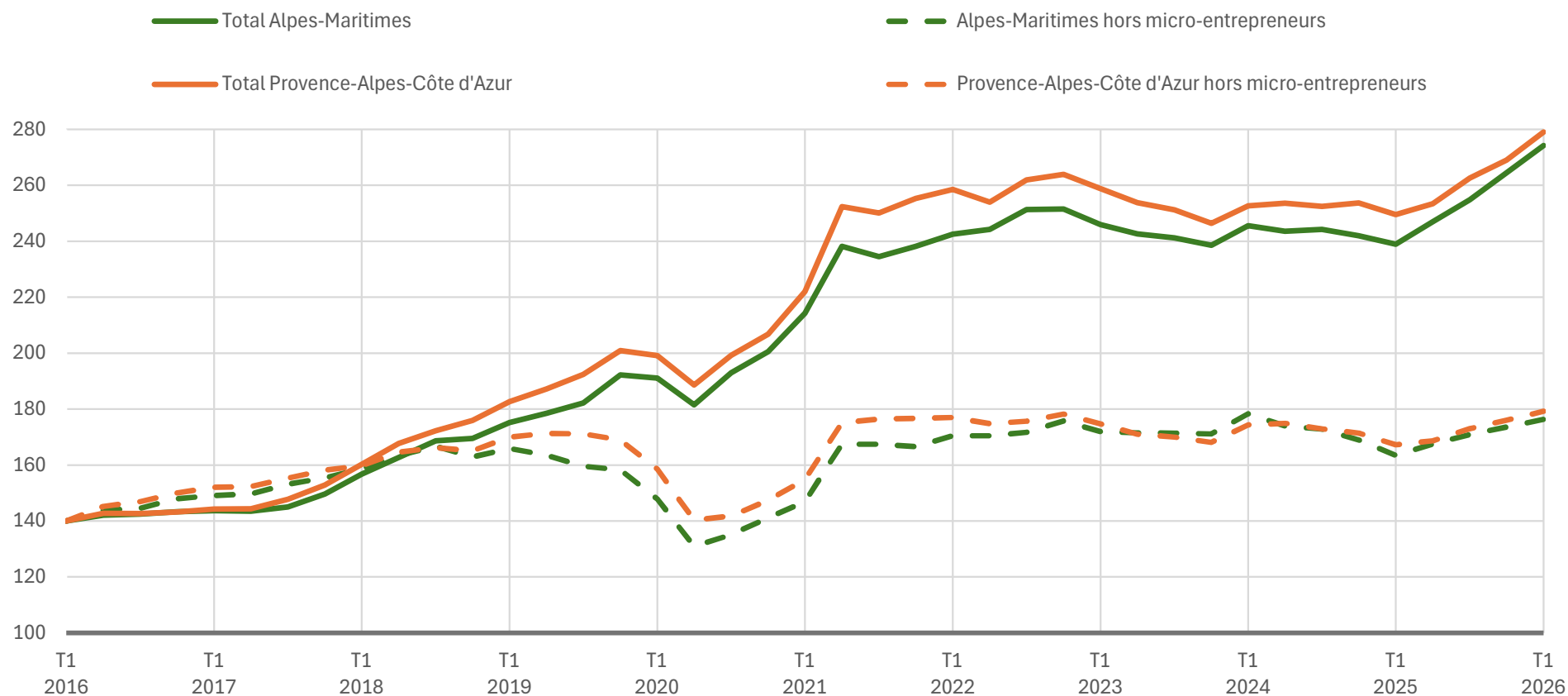
Note : données arrondies, provisoires

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2 ; MSA ; France Travail, FNA - Traitements : Drees

Les créations d'entreprises poursuivent leur hausse

Evolution du cumul annuel glissant des créations d'entreprises

(données brutes, base 100 au 1^{er} trimestre 2016)



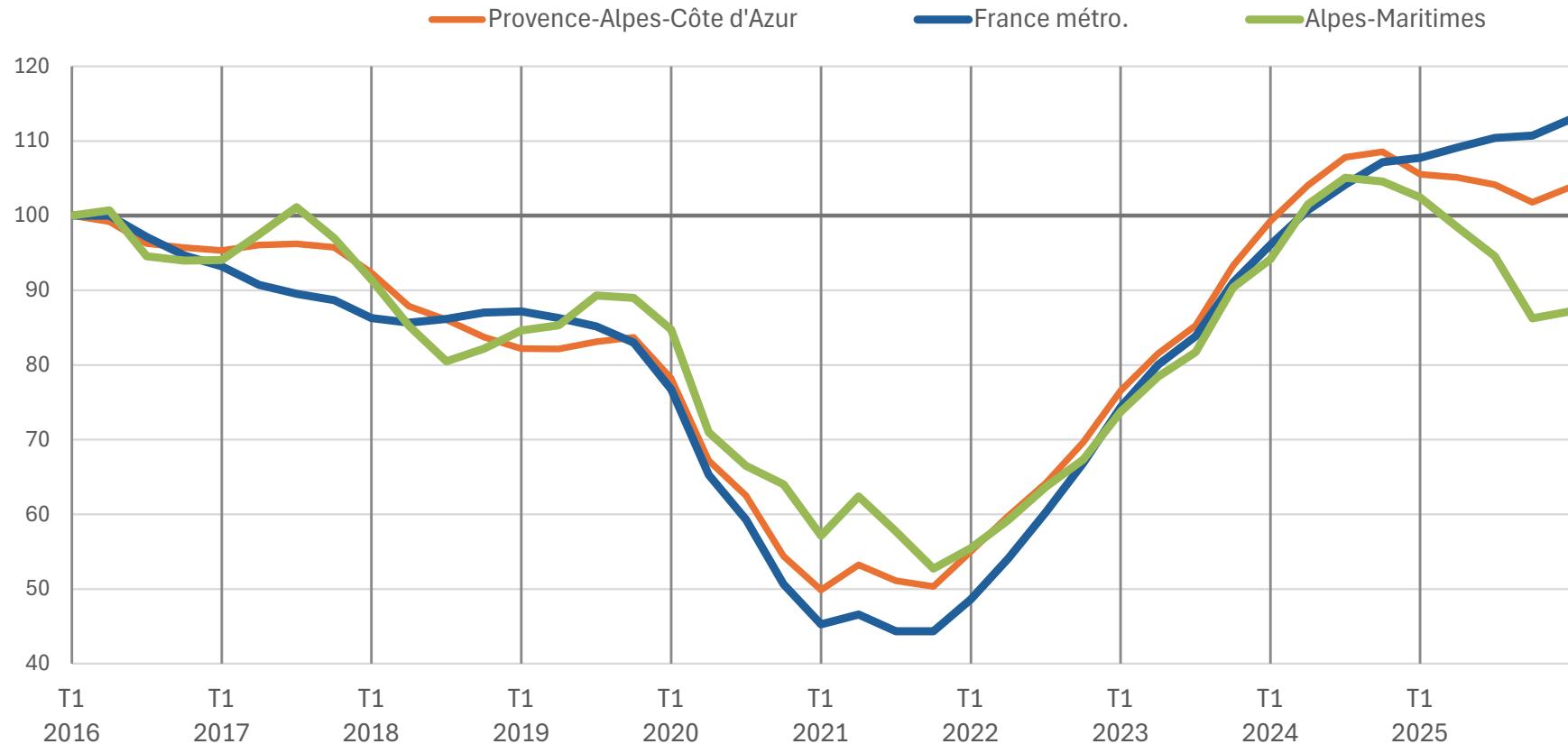
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, SIDE (Système d'information sur la démographie d'entreprises)

La baisse des défaillances d'entreprises s'interrompt

Evolution du cumul annuel glissant des défaillances d'entreprises

(données brutes, base 100 au 1^{er} trimestre 2016)



Note : données en date de jugement.

Source : Banque de France, Fiben

Pour en savoir plus

La **Note de conjoncture** de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur:

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-publications-periodiques-9124>

Retrouvez tous nos indicateurs dans le **Tableau de bord des indicateurs clés**

en téléchargement sur le site de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur :

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-indicateurs-cles-de-la-Dreets-Paca>